

Écologie, environnement et médias

LE RISQUE D'UN ENFERMEMENT INTELLECTUEL

Les questions issues des thèmes environnementaux sont difficiles et nul ne peut prétendre les trancher. Encore faut-il que les débats soient menés en des termes tels qu'ils puissent avancer; se battre sur de fausses lignes de fracture est rarement sain pour une démocratie. Or nous maîtrisons mal la circulation des idées telle qu'elle est gérée par les médias modernes.

Un livre vite lancé comme celui de Luc Ferry, dont la mise en scène ignore par exemple les débats internationaux tenus dans les instances les plus officielles, qui ne dit pas comment la "Deep Ecology" est ou non présente dans les mouvements écologiques réels (aucune sociologie n'en est faite) est repris à la télévision, à la radio, dans la presse hebdomadaire et son auteur est convié à structurer le débat public. Cette structuration, parce qu'elle diabolise, est médiatiquement productive (c'est le combat du Chevalier contre les envahisseurs). En revanche, parce qu'elle diabolise, elle risque de détruire une des préconditions du débat démocratique : l'écoute et l'acceptation de l'autre pour trouver avec lui des compromis.

"L'écologie profonde", comme tous les fondamentalismes, est par essence antidémocratique car elle refuse justement toute possibilité de compromis. Mais une technique d'exposition qui organise le champ intellectuel en champ de bataille avec aussi peu de précaution, qui ne laisse pas place aux interrogations, nous fait courir le même danger pratique.

La vitesse est ici un élément central du jeu : lorsque Luc Ferry fait un usage abondant du livre d'Yves Lenoir sur l'effet de serre vu comme une manipulation planétaire, il se permet de trancher, de faire appel aux "scientifiques sérieux" et à la création d'une sorte de comité de surveillance de la science. Il y a peu de chance qu'on puisse lui répondre de façon crédible sur les antennes qu'il a peu de légitimité à décréter que la communauté scientifique des "sciences de l'univers" est peu rigoureuse et que la structuration des travaux du GIEC ne permet pas une surveillance suffisante.

Poser les problèmes en termes plus fondamentaux, plus proches de la réalité des débats, comme le fait Philippe Roqueplo dans "Climats

sous surveillance" est médiatiquement moins aisé : il n'y a ni grand méchant, ni grand complot. Or, porter des affirmations péremptoires prend peu de temps, alors que les contrer ne fait pas partie du "boulot" des scientifiques qui seraient à même de le faire.

Si l'on ne veut pas qu'à la fois la philosophie et la science ne se disqualifient, qu'elles laissent ainsi le champ libre à la récupération des inquiétudes et des "mélancolies" par les fondamentalismes de toute nature, il faut qu'elles revoient la déontologie de leur rapport aux médias. Elles sont garantes non du "bon choix" qu'elles sont heureusement incapables de dicter, mais du maintien d'une capacité de dialogue à partir de langages suffisamment communs pour véhiculer les désaccords comme les compromis. C'est pourquoi, lorsqu'il produit et diffuse à usage d'un public non spécialisé, tout scientifique et tout philosophe doit réapprendre une forme de responsabilité dont l'inconvénient majeur, pour son "épanouissement individuel" et son confort, sera de le contraindre à réduire son rythme de production.

J.-C.H.

Dans ce numéro des Cahiers de Global Chance nous nous faisons l'écho des débats qu'ont suscités dans la communauté scientifique la publication et la médiatisation des livres de Luc Ferry "Le nouvel ordre écologique" (Grasset, 1992) et d'Yves Lenoir "La vérité sur l'effet de serre - le dossier d'une manipulation planétaire" (La Découverte, 1992).

D'autres voix se sont élevées pour défendre le point de vue des citoyens préoccupés par les questions d'environnement, comme celle de Jean-Paul Deléage "L'écologie, humanisme de notre temps" dans Écologie Politique, N°5, Hiver 1993.

Nous montrons enfin comment le livre de Philippe Roqueplo "Climats sous surveillance - limites et conditions de l'expertise scientifique" (Economica, 1993) pose le problème de la place de l'expertise scientifique dans le processus des décisions politiques en s'appuyant sur une analyse détaillée du fonctionnement des structures mises en place pour la lutte contre l'augmentation de l'effet de serre.